



Liberté - Égalité - Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DU CHER

Direction Départementale de la Cohésion Sociale
et de la Protection des Populations
Sous-direction de la Protection des Populations
Service de la Protection de l'Environnement

Installation classée soumise
à autorisation n° 4170
SAS NEXANS FRANCE

ARRÊTE N° 2013-DDCSPP-030 portant mise en demeure

Le Préfet du Cher,

Chevalier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre national du Mérite,

VU le code de l'environnement, Livre V, Titre I relatifs aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2012-DDCSPP-147 du 7 août 2012 portant autorisation d'exploiter suite au bilan de fonctionnement fourni par la Société NEXANS France à Mehun-sur-Yèvre ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 6 février 2013 ;

CONSIDERANT que l'ouvrage de prélèvement d'eau souterraine n'est pas cadenassé et fait courir un risque d'atteinte à la sécurité des personnes ;

CONSIDERANT que l'ouvrage de prélèvement d'eau souterraine n'est pas muni d'une dalle de propreté permettant de limiter le risque d'infiltration dans les eaux souterraines ;

CONSIDERANT que le stockage hors rétention de certains produits liquides est susceptible de créer une pollution des sols et des eaux ;

CONSIDERANT que l'absence de commande d'ouverture manuelle des lanterneaux en toiture de la fonderie au plomb au niveau des accès ne permet pas l'évacuation des fumées et gaz de combustion d'un éventuel incendie ;

CONSIDERANT que l'absence de dispositif en partie haute permettant l'évacuation des fumées en cas d'incendie dans le local de stockage des peroxydes organiques est de nature à augmenter les risques présentés par l'établissement ;

CONSIDERANT que l'absence d'une réserve d'appareils respiratoires d'intervention d'un type correspondant aux gaz ou émanations toxiques est de nature à diminuer les capacités d'intervention en cas de sinistre ;

CONSIDERANT que l'inobservation de ces dispositions est de nature à porter atteinte aux intérêts visés par l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition du directeur départemental de la cohésion sociale et de la protection des populations,

ARRETE :

ARTICLE 1er :

La société NEXANS FRANCE, dont le siège social est situé 4-10 rue Mozart 92587 CLICHY Cedex est mise en demeure pour son site qu'elle exploite 41 rue Maurice Gorse à MEHUN-SUR-YEVRE :

- sous 1 mois, de se mettre en conformité par rapport aux dispositions des articles 7.5.3 et 7.6.3 et à celles concernant la fermeture à clef du couvercle amovible du forage de l'article 4.1.3.2.2 de l'arrêté préfectoral n° 2012-DDCSPP-147 du 7 août 2012,
- sous 3 mois, de se mettre en conformité par rapport aux dispositions des articles 4.1.3.2.2, 7.8.1.3 et 7.8.10.6 et de l'arrêté préfectoral n° 2012-DDCSPP-147 du 7 août 2012.

ARTICLE 2 : SANCTIONS

Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure dans les délais impartis et indépendamment des sanctions pénales encourues, il pourra être fait application des sanctions administratives prévues à l'article L.514-1 du code de l'environnement.

ARTICLE 3 : RECOURS

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine Juridiction. Elle peut être déférée auprès du Tribunal Administratif d'Orléans (28, rue de la Bretonnerie, 45054 Orléans Cedex 1) :

- par le demandeur ou l'exploitant dans un délai de 2 mois à compter de la date de notification du présent arrêté.
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L.511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage dudit acte.
Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de cette décision, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service.

ARTICLE 4 : NOTIFICATION

Le secrétaire général de la préfecture du Cher, le directeur départemental de la cohésion sociale et de la protection des populations, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, l'inspecteur des installations classées et tout agent de la force publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie leur sera adressée ainsi qu'à l'exploitant et au maire de Mehun sur Yèvre.

Bourges, le 12 février 2013

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Directeur départemental et par délégation,
Le Directeur départemental adjoint,

Signé